

Direction régionale et interdépartementale
Environnement Energie - UD78

78-2022-04-28-00003

Arrêté imposant des prescriptions
complémentaires à la société LAFARGEHOLCIM
GRANULATS pour les sites de St Martin la
Garenne

**ARRÊTÉ PREFECTORAL
portant prescription de mesures complémentaires à l'encontre de la société
« LAFARGE GRANULATS »**

**Lieux-dits « Bois de la plaine », « Bois des Gravelots », « Les Fonciers, Derrière la Chapelle »,
« Les Bretelles » à Sandrancourt – Saint-Martin-la-Garenne (78520)**

**LE PRÉFET DES YVELINES
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite**

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 512-20, L. 511-1, R. 181-45, L. 541-2, et L. 414-23;

VU le code des relations entre le public et l'administration ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret du 4 avril 2018 portant nomination de Monsieur Jean-Jacques BROTON en qualité de préfet des Yvelines ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrière ;

VU l'arrêté préfectoral n°78-2020-09-02-002 du 2 septembre 2020 portant délégation de signature à Monsieur Étienne DESPLANQUES, Sous-Préfet, Secrétaire général de la préfecture des Yvelines ;

VU l'arrêté préfectoral n° 06-084-DDD du 11 août 2006 autorisant la société « Compagnie des Sablières de la Seine » à exploiter une carrière de sables et graviers sise au lieu dit « Les Fonciers, Derrière la Chapelle » sur une superficie de 11 ha 58 a 1 ca du territoire de la commune de Saint-Martin-la-Garenne ;

VU l'arrêté préfectoral n° 07108DDD du 17 août 2007 autorisant la société « Compagnie des Sablières de la Seine » à exploiter une carrière à ciel ouvert de sables et gravier des secteurs 1 à 4 (permis 109) sise au lieu dit « Bois des Gravelots » sur une superficie de 49 ha 79 a 39 ca du territoire de la commune de Saint-Martin-la-Garenne ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2013329-0009 du 25 novembre 2013 autorisant la société « LAFARGE Granulats Seine Nord » à exploiter une carrière à ciel ouvert de sables et gravier sise au lieu-dit « Bois de la plaine » sur une superficie de 70 ha 18 a 16 ca du territoire de la commune de Saint-Martin-la-Garenne

VU l'arrêté préfectoral n° 36216 du 7 décembre 2015 autorisant la société « LAFARGE Granulats France » à exploiter une carrière à ciel ouvert de sables et gravier sise au lieu-dit « Les Bretelles » sur une superficie de 31 ha 91 a 46 ca du territoire de la commune de Saint-Martin-la-Garenne ;

VU l'arrêté de mesures d'urgence n°78-2021-04-07-00004 du 7 avril 2021 pris à l'encontre de la société LAFARGEHOLCIM GRANULATS pour les sites carrières de Saint-Martin-la-Garenne ;

VU l'avis hydrogéologique relatif à une pollution de la nappe consécutive au stockage des déblais

issus du chantier EOLE, émis par Guillaume DUBROCA, hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique dans le département des Yvelines (78), en date du 17 mars 2021 ;

VU le porter à connaissance de LAFARGE GRANULATS du 9 juin 2021, modifié le 29 octobre 2021 ;

VU l'avis de la délégation départementale des Yvelines de l'Agence Régionale de Santé en date du 15 juillet 2021 ;

VU l'avis du service environnement de la direction départementale des territoires en date du 12 janvier 2022 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 18 mars 2022 ;

VU le courrier du 22 mars 2022 notifié le 24 mars suivant transmettant à l'exploitant le rapport du 18 mars 2022 de l'inspection des installations classées et le projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires, conformément à l'article R.181-45 du Code de l'environnement et mentionnant un délai de quinze jours pour formuler ses observations ;

CONSIDÉRANT les 240 744 t de déblais du chantier « Eole » admis entre mars 2019 et octobre 2020 dans les carrières de Sandrancourt, pour leur remise en état ;

CONSIDÉRANT que ces déblais du chantier « Eole », dont le producteur est SNCF Réseau, contiennent de la pyrite ;

CONSIDÉRANT que la pyrite peut s'oxyder une fois excavée et au contact de l'atmosphère, et que les conséquences de cette oxydation sont de nature à porter atteinte aux intérêts protégés par les articles L. 211-1, L. 214-1 et L. 511-1 du code de l'environnement en l'absence d'une prise en charge adaptée ;

CONSIDÉRANT le phénomène en cours d'oxydation de la pyrite contenue dans ces déblais, caractérisée par une acidification du milieu, et associée à un relargage de sulfates et d'éléments-traces métalliques ;

CONSIDÉRANT la proximité (100 mètres) des carrières de Sandrancourt avec les captages publics de production d'eau potable de Saint-Martin-la-Garenne et de Guernes, d'intérêt stratégique pour l'alimentation en eau potable du secteur ;

CONSIDÉRANT les potentiels risques de transfert de certains éléments relargués par l'oxydation des déblais contenant de la pyrite dans la ressource en eau captée par lesdits captages publics de production d'eau potables de Saint-Martin-la-Garenne et de Guernes, mis en évidence par les études de modélisation hydrogéologiques ;

CONSIDÉRANT l'avis de l'hydrogéologue agréé, relatif à une pollution de la nappe consécutive au stockage des déblais issus du chantier EOLE, en date du 17 mars 2021, qui préconise un renforcement du dispositif de suivi de la nappe alluviale et de la Craie par la création de 10 nouveaux piézomètres ;

CONSIDÉRANT la nécessité de prévenir tout risque d'impact sur les eaux souterraines au droit des zones de stockage et de transfert des déblais avant leur évacuation vers leurs exutoires ;

CONSIDÉRANT la nécessité de renforcer la surveillance de la qualité des eaux souterraines en aval hydraulique des carrières de Sandrancourt ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas émis d'observation sur le projet d'arrêté transmis par courrier du 22 mars 2022, notifié le 24 mars suivant, dans le délai imparti ;

CONSIDÉRANT qu'il convient, en vertu de l'article L. 512-20 du Code de l'environnement, de prescrire à l'encontre de la société « LAFARGE Granulats France » la réalisation de 10 nouveaux piézomètres pour compléter son actuel réseau de surveillance des eaux souterraines, et d'y assurer un suivi régulier de la qualité des eaux souterraines

SUR PROPOSITION du Secrétaire Général de la préfecture,

ARRÊTE

CHAPITRE 1 : BÉNÉFICE NATURE ET LOCALISATION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.1– RESPECT DES PRESCRIPTIONS

La société LAFARGE GRANULATS, dont le siège social est situé au 14-16 Boulevard Garibaldi 92130 Issy-les-Moulineaux, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour l'exploitation de ses carrières sises aux lieux-dits « Bois de la Plaine », « Bois des Gravelots », « Les Fonciers, Derrière la Chapelle » et « Les Bretelles » à Saint-Martin-la-Garenne -78520.

Le présent arrêté s'applique sans préjudice des arrêtés préfectoraux antérieurs.

ARTICLE 1.2– CONFORMITÉ AU PORTER À CONNAISSANCE

Les aménagements, installations, ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans le porter à connaissance du 29 octobre 2021 déposé par la société LAFARGE GRANULATS. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés d'autorisation et complémentaires en vigueur, et les autres réglementations en vigueur.

CHAPITRE 2 : RÉALISATION DES PIÉZOMÈTRES

ARTICLE 2.1– PROCÉDURE

La société LAFARGE GRANULATS respecte les dispositions, les procédures et les normes concernant la réalisation des piézomètres décrits dans le porter à connaissance visée à l'article 1.2 du présent arrêté et dans le rapport de l'hydrogéologue agréée du 17 mars 2021.

ARTICLE 2.2– NOMBRES ET EMPLACEMENTS DES PIÉZOMÈTRES

Le nombre de piézomètres réalisé est de 10 piézomètres et conformément à l'article 1.2 du présent arrêté.

La réduction du nombre de piézomètres est préalablement validée avec l'hydrogéologue agréée et soumise à l'avis de l'inspection des installations classées et de la délégation territoriale des Yvelines de l'agence régionale de santé.

L'implantation des piézomètres est réalisée conformément à l'annexe 1.

ARTICLE 2.3– RÉALISATION, ENTRETIEN ET CESSATION

- I. Lors de la réalisation d'un ouvrage de contrôle des eaux souterraines, toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes, et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses. Pour cela, la réalisation, l'entretien et la cessation d'utilisation des forages se font conformément à la norme en vigueur (NF X 10-999 ou équivalente).

- II. L'exploitant surveille et entretient par la suite les forages, de manière à garantir l'efficacité de l'ouvrage, ainsi que la protection de la ressource en eau vis-à-vis de tout risque d'introduction de pollution par l'intermédiaire des ouvrages. Tout déplacement de forage est porté à la connaissance de l'inspection des installations classées.
- III. En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant informe le Préfet et prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eaux souterraines.
- IV. L'exploitant fait inscrire le (ou les) nouvel(eaux) ouvrage(s) de surveillance à la Banque du Sous-Sol, auprès du Service Géologique Régional du BRGM. Il recevra en retour les codes BSS des ouvrages, identifiants uniques de ceux-ci.
- V. Les têtes de chaque ouvrage de surveillance sont nivelées en m NGF de manière à pouvoir tracer la carte piézométrique des eaux souterraines du site à chaque campagne. Les localisations de prise de mesures pour les nivellements sont clairement signalisées sur l'ouvrage. Les coupes techniques des ouvrages et le profil géologique associé sont conservés. »

CHAPITRE 3 : MESURES ET CONTRÔLES

ARTICLE 3.1– ANALYSE

La société LAFARGE GRANULATS respecte les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral portant prescription de mesures de mise en sécurité et de mesures d'urgences du 7 avril 2021.

CHAPITRE 4 : RAPPORTS ET INCIDENTS

ARTICLE 4.1 – REMISE DU RAPPORT FINAL

Un rapport final est transmis à l'inspection des installations classées et à la délégation territoriale des Yvelines de l'agence régionale de santé sous 1 mois à partir de la fin de la réalisation des piézomètres.

Ce rapport contient à minima :

- l'ensemble des informations de la réalisation des piézomètres ;
- les incidents et accidents ;
- les remarques et conclusions.

ARTICLE 4.2 – INCIDENTS ET ACCIDENTS

La société LAFARGE GRANULATS est tenue à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L.511-1 du code de l'environnement.

Dans ce cas, un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

L'exploitant se positionne dans ce rapport sur la compatibilité du site avec une reprise de l'activité antérieure et propose les mesures éventuelles de surveillance des effets de l'installation sur son environnement. L'installation doit être placée dans un état tel qu'elle ne puisse nuire aux intérêts protégés au L511-1 du code de l'environnement.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 5 : DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 5.1- SANCTIONS

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraînent l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre Ier du code de l'environnement.

ARTICLE 5.2 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, notamment au moyen de l'application Télérecours Citoyen (<https://www.telerecours.fr/>):

1°) par le destinataire de la présente décision dans le délai de deux mois qui suit la date de notification du présent arrêté,

2°) par les tiers intéressés, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

ARTICLE 5.3 – PUBLICITÉ

Pour l'information des tiers, une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Saint-Martin-la-Garenne où toute personne intéressée pourra la consulter.

Un extrait sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois. Le maire de Saint-Martin-la-Garenne dressera un procès-verbal attestant de l'accomplissement de ces formalités.

L'arrêté sera consultable sur le site internet de la Préfecture des Yvelines et inséré dans le recueil des actes administratifs de la préfecture des Yvelines, consultable sur le site Internet de la préfecture.

ARTICLE 5.4 – EXÉCUTION

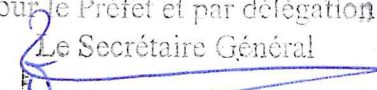
Le présent arrêté sera notifié à la société LAFARGE GRANULATS et publié au recueil des actes administratifs du département des Yvelines.

Copie en sera adressée au

- au Secrétaire Général de la Préfecture,
- au Sous-Préfet de Mantes-la-Jolie
- au Maire de Saint-Martin-la-Garenne,
- à la Directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le **28 AVR. 2022**

Le Préfet

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général

Etienne DESPLANQUES

